

# Une prime de 50 000 DA pour indemniser le personnel touché par le Covid-19

Page 3

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5237 - Mercredi 2 décembre 2020 - Prix : 10 DA

Ancien archevêque d'Alger

## Monseigneur Henri Teissier n'est plus

Page 16

Relevant le recul de cas de contamination au Covid-19

## Le Professeur Mahyaoui : l'acquisition du vaccin sera soumise à des conditions strictes

Page 2

### Stagdeflation

Par Mohamed Habili

Jusqu'à la crise économique de 2007/2008, ce que les autorités financières de tous les pays, développés ou pas d'ailleurs, à l'exception notable de celles du Japon, craignaient le plus, c'était l'inflation. Ou plus exactement la spirale inflationniste, lorsque les prix ne cessant d'augmenter conduisent à la dépression. La seule fois dans leur histoire pourtant où les économies occidentales aient connu une inflation inhabituelle, c'était dans les années 1970, une période où l'inflation avait dépassé les 10 % dans certaines d'entre elles. Pour autant bien sûr qu'on mette de côté l'hyperinflation allemande du début des années 1920, laquelle selon beaucoup expliquerait l'aversion des Allemands pour toute politique monétaire tant soit peu accommodante. Avant de faire l'expérience de l'inflation, ces économies en ont fait celle, et plus d'une fois, de son contraire, de la déflation, une situation dans laquelle le niveau général des prix baisse continuellement, et sans qu'il soit possible d'en redresser le cours. Pour ne parler que de la première d'entre elles, l'économie américaine, bien des fois elle a dû traverser des périodes, relativement longues pour les plus importantes d'entre elles, puisque celles-ci se sont étendues sur plusieurs décennies, sans qu'elle se soit trouvée pour autant en danger d'effondrement. La seule fois dans son histoire où la déflation a failli l'emporter, c'était dans les années 1930-1933, dans le prolongement du krach boursier de 1929. La réalité, c'est que la baisse des prix est le cours normal d'une économie où le progrès technique et la hausse de productivité se traduisent à mesure par une production qui va croissant.

Suite en page 3

### Lutte contre le VIH-sida : des «avancées appréciables» en Algérie

## Le coronavirus ne doit pas faire oublier les autres maladies



PH/D.R.

Dans la situation actuelle de crise sanitaire, la lutte contre la pandémie de Covid-19 mobilise l'essentiel des forces hospitalières ainsi que les professionnels de santé. Mais il ne faut pas oublier que les autres maladies courent encore, notamment le sida. [Page 2](#)

Alimentation en eau potable

## Les mauvais payeurs appelés à régler leurs factures

Page 3

Crise sanitaire à Béjaïa

## 1 157 commerces et entreprises ont fermé

Page 16

Lutte contre le VIH-sida : des «avancées appréciables» en Algérie

# Le coronavirus ne doit pas faire oublier les autres maladies

■ Dans la situation actuelle de crise sanitaire, la lutte contre la pandémie de Covid-19 mobilise l'essentiel des forces hospitalières ainsi que les professionnels de santé. Mais il ne faut pas oublier que les autres maladies courent encore, notamment le sida.

Par Meriem Benchaouia

Le contexte épidémiologique ne doit pas aussi provoquer une perte de chances pour des malades souvent bien plus vulnérables que toute autre personne. Il est primordial que ces patients ne se sentent pas isolés ou abandonnés dans cette période, ce qui peut leur ajouter du stress supplémentaire pour eux qui ont un parcours de soins déjà complexe et anxiogène. Insistant sur la «poursuite des efforts» dans le contexte de la crise sanitaire du coronavirus, le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, a affirmé, hier, que l'Algérie a enregistré des «avancées appréciables» en matière de lutte contre le VIH/sida. Evoquant la crise sanitaire actuelle, le premier responsable du secteur de la Santé regrette que le Covid-19 ait «perturbé les services de santé et menacé les progrès accomplis au cours des 20 dernières années dans les domaines de la santé et du développement, y compris les avancées réalisées dans le domaine de la lutte contre le VIH». S'exprimant à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre le sida, le ministre a souligné «la qualité et la densité» du partenariat liant l'Algérie à l'Onusida, lequel a permis au pays d'enregistrer des «avancées appréciables» en matière de lutte contre le VIH/sida, ce dernier étant «à épidémie peu active, avec une prévalence de l'ordre de 0,1 %». Il a, à ce propos, tenu à «réaffirmer la

volonté de l'Algérie à s'atteler davantage à réunir tous les moyens afin de renverser le processus de propagation de cette épidémie mondiale». De même qu'à «s'inscrire résolument dans la cible ambitieuse fixée par l'Onusida, consistant à mettre fin au sida d'ici à l'horizon 2030». Et d'assurer que «cette volonté politique s'est traduite par une mobilisation totale du gouvernement et de l'ensemble des intervenants et ce, dans un cadre multisectoriel», avant de souligner «le maintien» d'un financement conséquent à hauteur de plus de 95 % sur le seul budget de l'Etat. L'enjeu étant de garantir, «à titre gratuit, toutes les prestations nécessaires, y compris le dépistage et le traitement antirétroviral (ARV) pour tous». Néanmoins, les comportements à risque, la faible utilisation des moyens de protection, la consommation de drogues injectables, le phénomène de migration, sont autant de «facteurs de vulnérabilité imposant le maintien de notre vigilance», met en garde P Benbouzid, insistant sur «la volonté de poursuivre les efforts afin de relever le défi», à travers la mise en œuvre du Plan national stratégique (PNS) de lutte contre les IST/VIH/sida 2020 - 2024. Ce dernier, poursuit le ministre, vise «l'optimisation de la riposte nationale eu égard au profil et à la dynamique de l'épidémie, en axant les efforts sur les populations clés et vulnérables au risque VIH», et tend également à offrir un «traitement de qualité, dans un environnement favorable, non stigmatisant et non dis-



PH/D. R.

criminant, afin d'atténuer l'impact de l'épidémie». Et de rappeler l'inscription, depuis octobre dernier, de l'Algérie dans la liste des pays bénéficiaires de la licence volontaire de Medicines Patent Pool (MPP) et Viiv Healthcare, lui permettant d'acquérir la molécule générique du «Dolutégravir (DTG)» à un prix «très réduit». A ce propos, il s'est engagé à «actualiser» le guide thérapeutique en inscrivant ce traitement en «première ligne» au profit d'environ 80 % des personnes vivant avec le VIH. Ce qui contribuera, en même temps, à réduire la facture annuelle d'importation des médicaments ART de plus de 6 millions de dollars, a-t-il noté. Tout en soulignant la célébration de cette journée sous le

thème mondial «Solidarité mondiale et responsabilité partagée» et sous le slogan national «Pendant le Covid-19, assurer les soins et le traitement du VIH est la responsabilité de tous», il a relevé «l'importance de la continuité des services dédiés à

la prise en charge des malades infectés par le VIH». L'objectif étant, a-t-il observé, d'«empêcher la recrudescence de la stigmatisation ainsi que le rebond de l'épidémie du sida», qualifiant celle-ci de «menace de santé publique». M. B.

## Epidémie 16 décès et 953 contaminations en 24 heures

L'Algérie a enregistré 16 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, cinq cas de moins qu'hier (21), portant à 2 447 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar. Le nombre de contaminations a connu une nouvelle baisse, avec 953 cas, soit 25 cas de moins par rapport au bilan d'hier (978), pour atteindre au total 84 152 cas confirmés.

R. N.

Relevant le recul de cas de contamination au Covid-19

## Le Professeur Mahyaoui : l'acquisition du vaccin sera soumise à des conditions strictes

«Le nombre de cas de contamination au coronavirus a enregistré un recul ces derniers jours, selon les services de santé», a annoncé, hier, le Professeur Riad Mahyaoui, chef de service réanimation au CNMS et membre du Comité scientifique de lutte contre le Covid-19, assurant, en outre, que l'acquisition du vaccin anti-coronavirus sera soumise à des conditions et normes strictes. Invité hier à s'exprimer sur la situation épidémiologique dans le pays sur les ondes de la Radio nationale, le chef de service réanimation au CNMS et membre du Comité scientifique de lutte contre le Covid-19 a indiqué : «Alors que le nombre de contaminations dépassait mille cas par jour, ces dernières 48 heures il a connu une baisse par rapport aux jours précédents». Mahyaoui a souligné que la baisse du nombre de cas d'infection est une indication positive et une preuve que les mesures prises par les pouvoirs publics commencent à porter leurs fruits, considérant que la fermeture de certains lieux et espaces publics, en plus du confi-

nement sanitaire et du respect des mesures préventives, restent le seul moyen de contenir l'épidémie. Quant au vaccin anti-Covid que le gouvernement a l'intention d'acquérir, l'invité de la Chaîne 1 a confirmé que les autorités suivaient l'évolution de la commercialisation du vaccin anti-corona. Il a souligné que le gouvernement est en contact avec un certain nombre de laboratoires internationaux, tels que l'américain Pfizer, ou encore AstraZeneca l'anglais, ainsi qu'avec des représentations diplomatiques, afin de fournir le vaccin le plus rapidement possible. Dans ce contexte, l'intervenant a souligné que l'acquisition du vaccin sera soumise à des conditions et des normes strictes, afin de préserver la santé des citoyens, qu'elle soit liée à son efficacité ou à des effets secondaires à court ou long terme sur la santé humaine. Dans son discours, Mahyaoui a ajouté que les professionnels de la santé seront les premiers à bénéficier du vaccin, ainsi que les citoyens souffrant de maladies chroniques et les personnes âgées, souli-

gnant que le gouvernement n'a pas encore élaboré de plan de vaccination et que les structures qui recevront les citoyens à cet effet n'ont pas été définies. Parmi l'obstacle que le pays peut rencontrer pour acquérir le vaccin, le Professeur a expliqué qu'il sera lié au nombre de vaccins qu'un seul laboratoire ne peut pas fournir, ce qui nécessite donc de traiter avec un groupe de laboratoires. En réponse aux questions sur l'efficacité du vaccin et les effets secondaires possibles qui ont suscité une controverse, Mahyaoui a affirmé qu'ils étaient liés à certains vaccins qui pour la première fois contenaient du produit génétique, ce qui a soulevé des inquiétudes dans certains pays et dans une grande partie de la population mondiale. Enfin, le Professeur Mahyaoui a appelé à une mobilisation générale ainsi qu'une prise de conscience individuelle comme collective car, selon lui, ce sont principalement les fêtes de mariages, les regroupements familiaux ainsi que les rassemblements qui sont à l'origine de la hausse des cas. //



faut éviter de façon draconienne les rassemblements, les mariages, cortèges», dira-t-il.

Thinhinene Khouchi



## Education

# Une prime de 50 000 DA pour indemniser le personnel touché par le Covid-19

■ Pour faire face à l'épidémie de coronavirus dans le milieu scolaire, il a été décidé de consacrer une prime de 50 000 dinars aux professionnels de l'enseignement diagnostiqués positifs au coronavirus.

Par Louisa Ait Ramdane

**E**n effet, la Commission nationale des œuvres sociales des travailleurs de l'Education (Cnoste) a pris la mesure d'instaurer des primes et des indemnités au profit du personnel du secteur infecté par le Covid-19 et ce, dans l'objectif de contribuer à la réduction de la facture des soins, indique le président de la Cnoste, Mustapha Benouis.

«Il a été décidé d'octroyer des aides au profit du personnel du secteur de l'Education au niveau national pour les cas dont l'état de santé est jugé critique, lesquelles s'inscrivent dans le cadre de la solidarité avec les fonctionnaires en cette conjoncture exceptionnelle et ce, à travers l'institution d'une prime de risque ou prime Covid-19 estimée à 50 000 DA, au profit des enseignants et des fonctionnaires testés positifs», a en effet déclaré M. Benouis à l'agence officielle.

Le concerné doit se rapprocher de la Cnoste ou des commissions de wilaya pour le dépôt de son dossier médical avant de procéder au versement de cette prime sur son compte.

## Prise en charge de 50 % des frais liés aux tests Covid-19

Il a été décidé, en outre, de prendre en charge 50 % des frais liés aux tests Covid-19, notamment le test PCR ou scanner, a-t-il assuré, soulignant que la Cnoste a signé une convention avec plusieurs laboratoires et cliniques privés au niveau national pour l'indemnisation des fonctionnaires atteints du nouveau coronavirus. Si le test est effectué dans l'un des laboratoires conven-



PH/D.R.

tionnés, ce taux (50 %) est prélevé directement et le concerné devra payer les 50 % restants, à la condition d'être titulaire d'une carte de prise en charge, a poursuivi M. Benouis.

Dans le cas où ces analyses sont effectuées dans un laboratoire ou une clinique non conventionnés, l'indemnisation de 50 % «demeure maintenue». Néanmoins, le versement de ce montant sur le compte de la personne concernée prendra du temps, a-t-il ajouté.

Par ailleurs, M. Benouis a rappelé les œuvres sociales «importantes» dont bénéficient le personnel du secteur, les retraités et les familles prises en charge.

Il s'agit de la pension d'orphelin qui est une pension annuelle comprenant les primes de scolarité, de l'Aïd El-Fitr et de l'Aïd El-Adha qui sont accordées en une seule fois. Elle s'élève à 9 000 DA dans le cas où l'un des parents relève du secteur et à 12 000 DA si les deux parents relèvent du secteur. Il s'agit également d'autres allocations et primes, notamment de décès et de veuvage.

## Prime de départ

Concernant la prime de départ, il a fait état de 15 000 dossiers au niveau national, dont les titulaires bénéficieront de cette prime d'ici la fin de l'an-

née en cours (31 décembre 2020).

Il a également souligné l'importance des «prêts sociaux» accordés par la Commission au personnel du secteur ayant pour motif le mariage et l'achat ou la construction de logement, ainsi que le prêt exceptionnel, relevant que ce dernier était «gelé» depuis 2015.

Le ministère de l'Education nationale avait élargi l'accès à la prise en charge des différentes demandes des œuvres sociales pour le personnel du secteur, de manière à contribuer à l'amélioration de leur pouvoir d'achat conformément aux exigences légales en vigueur.

L. A. R.

## Alimentation en eau potable

### Les mauvais payeurs appelés à régler leurs factures

**L**e problème des factures impayées devient pesant pour les entreprises publiques, notamment depuis le début de la crise sanitaire. Après Sonelgaz, c'était au tour du ministre des Ressources en eau de s'exprimer, hier, sur la question et d'inviter les mauvais payeurs à régler leurs factures. Arezki Baraki, le ministre de tutelle, a appelé les clients dont les dettes auprès des sociétés d'eau dépassent les 5 millions de centimes à s'acquitter de leur dû. Le ministre s'est exprimé à l'occasion du lancement d'une application électronique pour la remise en service du système du guichet unique. Il a indiqué avoir donné instruction de ne pas couper l'eau aux

citoyens dont le montant des factures impayées est de moins de 1 000 DA. Ainsi, tout porte à croire que les sociétés de distribution d'eau vont sévir prochainement afin de récupérer leur argent auprès de milliers de mauvais payeurs. Bien que le ministre n'a pas révélé le montant exact des créances, il faudrait toutefois s'attendre à un chiffre astronomique. Cela d'autant que les entreprises concernées se sont montrées indulgentes aux premiers mois de l'épidémie de coronavirus. De nombreux clients n'ont, à cet effet, pas jugé utile de se rendre aux agences commerciales pour régler leurs consommations, bien que l'Algérienne des eaux (ADE) ainsi que les autres socié-

tés offrent la possibilité de régler leurs factures en ligne. Faut-il, par ailleurs, rappeler que le problème des mauvais payeurs ne date pas d'aujourd'hui. A titre d'exemple, le montant des créances de l'unité ADE de Annaba est de 226 milliards de centimes, 900 milliards à Mascara et 27 milliards de centimes à Relizane.

Il s'agit bien de bilans de l'année passée et celle d'avant et le montant a sûrement continué d'augmenter.

Si les abonnés ont souvent exprimé leur mécontentement des prestations offertes, les problèmes de trésorerie, créés par le manque à gagner des entreprises, ne facilitent pas la tâche d'améliorer le service. Outre

l'ADE, une autre entreprise et pas des moindres, Sonelgaz en l'occurrence, se trouve dans la même situation.

Il y a quelques jours, trois Directions de distribution d'électricité et de gaz à Alger (Belouizdad, El Harrach et Sidi Abdellah) ont invité leurs clients à régler leurs factures suite à l'accumulation sensible des créances du fait de la décision de ne pas couper l'alimentation en énergie depuis mars dernier dans le cadre de la conjoncture exceptionnelle imposée par la pandémie de Covid-19. La semaine dernière, la chargée de communication de la Sonelgaz a indiqué que le montant des créances de l'entreprise a atteint, à la fin du pre-

## LA QUESTION DU JOUR

### Stagdeflation

Suite de la page une

**D**ans ce cas, il est vrai, la déflation est à la fois faible et étalée dans le temps. Elle se conjugue avec la hausse du pouvoir d'achat des salariés, conséquence de l'appréciation de la monnaie, et une augmentation des profits en termes absolus, même si leur taux tend lui à baisser. C'est de cette observation que vient d'ailleurs la fameuse loi de la baisse tendancielle du taux de profit énoncée par Karl Marx dans le Capital, et que les auteurs libéraux n'ont eu cesse de réfuter, mais sans y parvenir. Une économie capitaliste qui croit à un rythme soutenu avance dans le sens d'une plus grande productivité, ce qui a pour effet de faire baisser le taux de profit mais d'en augmenter le volume. La déflation rampante, la déflation sourde, pour ainsi dire inodore, est le meilleur indice qu'une économie capitaliste se porte bien, qu'elle a un avenir, quelle n'est pas pour le moment dans l'impasse ou à l'arrêt. Dans une économie de ce genre, il n'y aurait même pas besoin d'augmenter les salaires, le pouvoir d'achat s'améliorant parallèlement à l'appréciation de la monnaie. Mais ce n'est pas une déflation au long cours de ce genre qui est à l'œuvre aujourd'hui, mais l'avatar, le sous-produit, d'une crise aussi brutale qu'inattendue, et qui de plus ne date pas d'hier. Celle d'aujourd'hui, vieille maintenant de plus d'une décennie en Occident, et quasiment du double au Japon, et dont les effets commencent à faire leur apparition y compris chez nous, est une mauvaise déflation, car elle s'accompagne de stagnation. Elle n'est pas concomitante d'une marche vers l'avant, mais d'un arrêt, sinon d'une involution. Dans les années 1970, on a inventé le mot-valise stagflation pour décrire une situation où l'inflation et la stagnation allaient de concert, alors qu'elles étaient censées se repousser l'une l'autre. Sur ce modèle, Stagdeflation est un terme qui pourrait bien convenir pour désigner la situation dans laquelle s'attarde depuis maintenant des années l'économie mondiale.

M. H.

mier semestre de l'année en cours, 171 milliards de dinars. Elle avait également expliqué que ces dettes ont mis l'entreprise dans une situation financière difficile, qui risque d'être une entrave au parachèvement de ses projets comme elles vont avoir des répercussions sur les services offerts.

Aomar Fekrache

Université Oran 2 au temps du Covid-19

# Cap sur le mode d'enseignement à distance

■ L'enseignement hybride consistant en une alternance d'enseignement en mode présentiel par vagues et en mode enseignement à distance (EAD) est devenu impératif à l'Université Oran 2 Mohamed-Ben-Ahmed.

Par Hamid G.

Les responsables de cet établissement de l'enseignement supérieur veillent ainsi à moderniser le mode d'enseignement universitaire et à prévenir les enseignants et les étudiants des risques de contamination au Covid-19.

Durant cette pandémie du virus corona, l'Université Oran 2 Mohamed-Ben-Ahmed a dû affronter, à l'instar d'autres établissements de l'enseignement supérieur du pays, une situation inédite où l'enseignement à distance s'est avéré la seule alternative pour assurer la continuité pédagogique.

Pour Smaïn Balaska, recteur de l'Université d'Oran 2, également directeur de la Conférence régionale des Universités dans l'Ouest (Cruo), le mode hybride sera appliqué durant la nouvelle année universitaire, voire pour les deux années à venir.

«Nous nous acheminons vers une période où le mode de l'enseignement à distance s'imposera inéluctablement, tant que la situation sanitaire reste telle qu'elle est puisqu'il nous sera impossible d'appliquer les mesures préventives du Covid-19 en mode présentiel dans les facultés à grande affluence comme celles des Sciences juridiques, des Sciences économiques et sociales», a précisé à l'APS M. Balaska.

Pour lui, le ministère de tutelle a opté pour le mode hybride alternant entre le présentiel et l'enseignement à distance. «A notre niveau, nous avons mis tous les moyens pour assurer le



PH.D. R.

succès du système EAD», a-t-il précisé.

Pour le premier axe de ce mode qu'est le présentiel, l'Université d'Oran 2 appliquera l'enseignement par vagues, à raison de deux à trois groupes, de 08h00 à 18h00 selon les facultés. A ce niveau, tous les moyens ont été mis en place pour sa réussite, principalement le transport universitaire, a assuré le recteur qui n'exclut pas qu'avec le risque de persistance de cette situation l'enseignement à distance «va s'imposer».

## Le système EAD, plus qu'une nécessité

Pour permettre également la réussite du deuxième axe de l'EAD, tous les moyens ont également été mobilisés depuis plus d'un mois pour préparer la prochaine année universitaire 2020-2021, dont le coup d'envoi est prévu le 15 décembre prochain.

Un chantier de formation des enseignants sur les techniques d'enregistrement de vidéos destinées aux étudiants de 1<sup>re</sup> année

Licence, toutes matières et branches confondues, a été initié.

«En l'espace d'un mois seulement, nous avons filmé l'équivalent de plus de trois mois de cours pour les premières années de licence. Nous continuons la préparation d'autres programmes, au fur et à mesure», a souligné le recteur.

Par ailleurs, le libre choix a été donné aux enseignants des autres années universitaires pour entreprendre des actions similaires. Tout le corps enseignant a bénéficié de formations sur l'utilisation des outils les plus simples possibles pour enregistrer les cours, sans avoir recours à un studio d'enregistrement, a-t-il précisé.

Des chaînes YouTube, dédiées à chaque faculté, ont été créées. Les liens des cours seront mis incessamment sur la plateforme de télé-enseignement. Les cours seront lancés, dès le 1<sup>er</sup> décembre, tandis qu'en mode présentiel, la rentrée universitaire est prévue le 15 décembre.

«De grands efforts ont été

déployés par les jeunes du centre de calcul de l'Université, ainsi que par des enseignants pour la réussite de ce processus. Ils ont fait preuve d'une disponibilité sans faille car, malgré les contraintes, ils ont réussi à trouver les bonnes solutions», a précisé Smaïn Balaska.

## L'étudiant au centre des préoccupations

«L'étudiant est l'élément principal de ce processus. Tout a été fait pour qu'il ne manque d'aucun moyen nécessaire à un enseignement à distance réussi», a assuré le premier responsable de l'université Oran 2. «Nous voulons éviter tout désagrément et dérangement à nos étudiants. Ceci dès la confirmation de leur inscription, une adresse électronique personnelle leur sera créée avec un identifiant et un mot de passe. Ils seront dotés d'un compte dans la plateforme de télé-enseignement qui leur seront remis, une fois présenté à leur faculté, ils pourront suivre les cours à distance», a-t-on fait

savoir. Les inscriptions se sont également bien déroulées en mode à distance pour limiter les déplacements à l'Université. Il fallait juste que l'étudiant accède à une plateforme dédiée aux inscriptions, s'acquitte des frais d'inscription soit par le biais de la poste ou par la carte bancaire, a expliqué le même responsable. Une fois l'inscription confirmée et les frais d'inscription réglés, l'établissement reçoit la confirmation sur la plateforme «Progress», une attestation d'inscription et une carte d'étudiant sont remises à l'étudiant, une fois qu'il se présente à sa faculté ou le jour de la rentrée universitaire.

Toutefois, dans certaines régions éloignées, les étudiants avaient des difficultés à régler les frais d'inscription et à achever leurs inscriptions. La bibliothèque centrale de l'Université et un centre d'inscription ont été dédiés à ces opérations pour permettre de respecter les mesures sanitaires à l'accueil des étudiants, a relevé M. Balaska.

H. G.

## Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique Le Cerefe déplore l'insuffisance de la ressource humaine

Le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (Cerefe) a déploré, dans son premier rapport annuel, l'insuffisance de la ressource humaine nécessaire pour accompagner la transition énergétique en Algérie qui ambitionne de s'affranchir de sa dépendance vis-à-vis des ressources conventionnelles.

Selon le rapport du Cerefe, les établissements d'enseignement supérieur et de recherche scientifique comptent actuellement 1 367 entre chercheurs permanents (437) et enseignant-chercheurs (930) qui activent dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Au vu de ce bilan, le Commissariat estime que «l'Algérie reste loin des effec-

tifs nécessaires de chercheurs pouvant prendre en charge l'ambitieux programme du gouvernement en matière de transition énergétique». Le Cerefe constate, dans ce sens, que la faible attractivité des centres de recherche provoque un «exode massif» des chercheurs permanents vers une carrière purement universitaire et le personnel de soutien à la recherche vers le secteur privé, et ce, «à la moindre occasion».

Face à cette situation, il est impératif de revoir les statuts de «chercheurs permanents» et de «personnel de soutien à la recherche» ainsi que l'organisation du travail des centres en vue d'assurer une meilleure prise en charge et de valoriser une recherche appliquée et adaptée aux exigences du pays, souligne-t-il.

Le Cerefe recommande, en outre, de rompre avec les connaissances exclusivement théoriques ou fondamentales, estimant que les connaissances techniques et technologiques réelles sont seules garantes de l'émergence d'une industrie créatrice de richesses et d'emplois durables. Concernant la formation professionnelle, le rapport relève que le nombre des diplômés dans les filières relatives aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique a atteint 354 en 2020, alors que le nombre des élèves en cours de formation est de 425. Ces chiffres «restent très loin de la masse critique nécessaire pour accompagner la transition énergétique dans notre pays, notamment concernant les volets énergies renouvelables,

efficacité énergétique ainsi que l'ensemble des activités économiques et industrielles qui vont avec», selon le rapport.

Le Commissariat juge ainsi nécessaire de revoir la formation professionnelle dans ces domaines en quantité mais aussi en qualité afin d'assurer un «vivre de main-d'œuvre qualifiée avec des aptitudes réelles à suivre les nouvelles dynamiques économique et industrielle».

A noter que la nomenclature de la formation professionnelle en Algérie comporte neuf spécialités en relation avec les énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, encadrées par 93 professeurs.

Hani Y.



# L'OCDE révisé à la baisse ses prévisions de croissance en 2021

■ L'OCDE a revu à la baisse, hier, sa prévision de croissance de l'économie mondiale en 2021, qui devrait rebondir de 4,2 %, contre 5 % prévus avant les reconfinements de l'automne.

Par Salem K.

L'Organisation de coopération et de développement économique (Ocdé) a également légèrement corrigé son estimation pour 2020, mais à la hausse : le PIB mondial devrait finalement se contracter de 4,2 %, contre -4,5 % prévus lors de ses précédentes prévisions, en septembre. En revanche, les perspectives de rebond se sont assombries pour 2021. Car entre-temps a déferlé la deuxième vague de Covid-19, qui a fait 1,46 million de morts depuis son apparition en Chine en décembre et continue à progresser rapidement dans certains pays, comme au Brésil où le PIB est attendu en

hausse de 2,6 % en 2021, après -6 % en 2020. Même si le monde ne devrait pas retrouver son niveau d'avant-crise avant la fin de 2021, la croissance sera toutefois partout au rendez-vous l'année prochaine, selon les prévisions de l'Ocdé : +3,2 % aux Etats-Unis, +3,6 % en zone euro, +7,9 % en Inde et +8 % en Chine. Pour 2022, l'Ocdé table sur une croissance mondiale de 3,7 %. Les nouvelles sur le front du vaccin portent à l'optimisme. Lundi, le laboratoire américain Moderna a déposé une demande d'autorisation de son vaccin aux Etats-Unis, faisant espérer de premières vaccinations dès le mois de décembre. «La perspective d'une sortie de crise s'est améliorée grâce aux (...) progrès réalisés dans la conception d'un vaccin efficace, mais les perspectives à court terme restent très incertaines, la reprise de l'activité étant



de plus en plus hésitante», écrit l'Ocdé. En effet, la recrudescence de l'épidémie «et les mesures d'endiguement mises en place ont freiné le rythme de la reprise mondiale, après l'effondrement de la production constatée dans la première moitié de 2020». Et cette tendance «devrait persister pendant un certain temps, étant

donné les défis à surmonter, en termes de développement et de logistique, avant de pouvoir distribuer un vaccin à grande échelle dans le monde», prévient l'institution basée à Paris. Qui invite à ne pas se faire d'illusions : «Vivre avec le virus pendant encore six à neuf mois au moins sera compliqué». Quant à la réponse

macroéconomique, l'Ocdé est sur la même ligne que le FMI : les politiques monétaires et budgétaires actuelles, expansionnistes, doivent être poursuivies, le moment n'est pas venu de serfer la vis. «S'assurer que la dette est supportable ne sera une priorité que lorsque la reprise sera sur les rails» prévient-elle. S. K.

## Zone euro L'inflation négative en novembre pour le 4<sup>e</sup> mois consécutif

L'INFLATION dans la zone euro est restée négative en novembre pour le quatrième mois consécutif, a annoncé hier l'Office européen des statistiques, alimentant l'inquiétude sur la santé de l'économie européenne. En novembre, l'inflation s'est élevée à -0,3 %, comme en septembre et en octobre, selon une première estimation d'Eurostat. En août, cet indicateur avait plongé au-dessous de zéro pour la première fois depuis mai 2016, à -0,2 %. Ces chiffres sont loin de l'objectif affiché par la BCE d'une hausse des prix «proche mais inférieure à 2 %». Les économistes s'inquiètent d'un scénario de déflation, un cercle vicieux dans lequel la baisse des prix suscite l'attentisme des consommateurs, provoquant une chute de la production alimentant elle-même la baisse des prix. Le bas niveau des prix, qui reflète une faiblesse de la demande en biens et services renforcée par la pandémie de coronavirus, devrait se prolonger jusqu'à «début 2021», a prévenu récemment la présidente de la Banque centrale européenne (BCE), Christine Lagarde. R. E.

## Pétrole Le Brent à 47,82 dollars à Londres

Les prix du pétrole étaient proches de l'équilibre hier en première partie de séance européenne, peu perturbés par le décalage à jeudi de la réunion Opep+ prévue hier. Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, perdait 0,13 % par rapport à la clôture de lundi, à 47,82 dollars.

A New York, le baril américain de WTI pour le mois de janvier lâchait 0,26 % à 45,22 dollars.

Le marché «ne semble pas trop préoccupé dans l'ensemble», a jugé Bjarne Schieldrop, analyste, et ce parce que «chaque jour nous rapproche de la fin de l'épisode Covid-19». Les nouvelles encourageantes partagées le mois dernier par plusieurs laboratoires pharmaceutiques sur le développement de vaccins efficaces contre le Covid-19 ont déjà permis aux deux cours de référence du brut d'engranger aux alentours de 25 % le mois dernier, leur meilleure performance mensuelle depuis le mois de mai. Les rebondissements dans les discussions et l'agenda des réunions de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole

(Opep) cette semaine ne semblaient pas inquiéter outre mesure les investisseurs. Après plus de quatre heures de conclave hier, les treize membres de l'organisation ont repris leurs pourparlers pour tenter d'arrêter une position commune sur leurs quotas de production à venir dans un mar-

ché déprimé par la pandémie de Covid-19. La poursuite des échanges au sein de l'alliance de producteurs s'accompagne du décalage à jeudi de la seconde partie du sommet, prévue initialement hier, qui rassemble non seulement les membres de l'Opep+ mais aussi leurs alliés de l'Opep+

dont la Russie. Même si cette décision est interprétée sur le marché comme le reflet de discussions poussives, voire de réels désaccords, il reste «fort probable qu'un accord sera conclu», veut croire M. Schieldrop.

Nabila T.

## Monnaies Le dollar reprend sa baisse face à l'euro

Le dollar a repris sa baisse hier face à l'euro et aux autres grandes monnaies, affaibli par le goût pour le risque des marchés malgré un léger rebond la veille. L'euro gagnait 0,37 % face au dollar à 1,1971 dollar pour un euro. Après avoir brièvement franchi le seuil symbolique de 1,20 dollar pour un euro en cours de séance lundi pour atteindre son plus bas niveau en trois mois à 1,2003 dollar, le billet vert, qui a cédé 2,33 % en novembre face à la monnaie européenne, avait rebondi en fin de séance. «Il ne faut pas trop se focaliser sur les mouvements de fin de mois qui peuvent être des prises de bénéfice, la tendance reste à la baisse

pour le billet vert», a prévenu Lee Hardman, analyste. «Le niveau des gens qui parient sur une baisse du dollar à court terme est bien plus bas qu'en septembre», ont cependant souligné les analystes, qui estiment que le billet vert, valeur refuge, pourrait profiter de «la réalisation que les données économiques vont empirer pendant un bon moment, avant la reprise». Si les marchés ont profité en novembre des annonces sur des vaccins contre le Covid-19, les reconfinements provoqués par la deuxième vague persistent sur l'économie. L'Ocdé a ainsi revu à la baisse le rebond de la croissance mondiale en 2021, à 4,2 %. En Europe, les cambistes restent focalisés sur

les négociations entre Londres et Bruxelles sur un accord commercial post-Brexit. La livre grimpeait de 0,23 % face au dollar à 1,3354 dollar pour une livre. «La paire dollar-livre britannique hésite un peu, les courtiers attendent de voir comment le Brexit va se dérouler», a résumé Neil Wilson, analyste. Après des mois de discussions poussives, les négociations butent toujours pour arriver à l'accord de libre-échange sans quota ni droit de douane espéré qui permettrait de limiter les perturbations aux échanges. Si un compromis est trouvé, il doit encore être ratifié par les Parlements respectifs, rendant les prochains jours déterminants. Sammy O.

## Italie

### Le PIB rebondit de 15,9 % au troisième trimestre

L'Italie, touchée par une récession en début d'année en raison de l'impact de l'épidémie de coronavirus, a renoué avec la croissance au troisième trimestre, avec un bond de 15,9 % de son PIB par rapport au trimestre précédent, selon une nouvelle estimation de l'Institut national des statistiques rendue

publique hier. Lors de sa première estimation publiée fin octobre, l'Institut national des statistiques avait fait état d'un rebond de 16,1 %. Comparé au troisième trimestre 2019, le Produit intérieur brut s'inscrit en recul de 5 % (contre 4,7 % estimé précédemment). Sur les neuf premiers mois de l'année, la baisse du PIB

atteint 8,3 % (contre 8,2 % estimé fin octobre). «L'estimation complète des comptes économiques trimestriels confirme que l'économie italienne, après la forte contraction enregistrée au premier semestre en raison des effets de l'urgence sanitaire, a enregistré une reprise substantielle au troisième trimestre, avec une

croissance du PIB de 15,9 %», a commenté l'Istat dans son communiqué. «La reprise est généralisée dans tous les secteurs de l'économie et, du côté de la demande, elle est alimentée par les composantes nationales et étrangères», a-t-il expliqué. Premier pays touché en février en Europe par l'épidémie, qui y a fait

jusqu'ici plus de 55 000 morts, l'Italie va subir cette année sa pire récession depuis la Seconde Guerre mondiale, avec une baisse du PIB (Produit intérieur brut) estimée pour le moment entre 9 % et 11,5 %, en raison notamment des deux mois de confinement strict imposés en mars et avril. H. M.

Mascara

## 130 familles bénéficient de l'électrification rurale dans la commune de Ghrous

**PAS MOINS** de 130 familles de la commune de Ghrous (wilaya de Mascara) ont bénéficié d'un raccordement au réseau d'électrification rurale, a-t-on appris de la chargée de l'information à la direction de la Société de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya.

Un réseau d'électrification rurale a été mis en service au profit de 130 familles résidant dans le village de Heraizia et la commune de Ghrous, a indiqué Latifa Abdelwahab, précisant que le projet a été doté d'une enveloppe de 27 millions DA financée par le Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales. L'opération permet, selon la responsable, de mettre fin au problème de coupures fréquentes et d'alimenter en électricité les habitants des deux zones distantes de 60 kilomètres du chef-lieu de wilaya et considérées comme zones d'ombre.

Les services de la wilaya de Mascara ont annoncé dernièrement l'achèvement du raccordement de 66 centres d'habitat répartis sur 29 communes au réseau d'électrification rurale. Ces projets ont été financés par la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales par une enveloppe de 390 millions DA.

R. R.

Aïn Defla

# Plus de 30 millions de DA alloués par les bienfaiteurs depuis le début de la pandémie

■ Plus de 30 millions de DA ont été alloués par les bienfaiteurs dans le cadre de la lutte contre le nouveau coronavirus (Covid-19) à Aïn Defla depuis le début de la pandémie à ce jour, a indiqué le wali, Embarek El Bar.

Par Lyes B.

«**L**es bienfaiteurs ont contribué avec plus de 30 millions de DA aux efforts visant la lutte contre le nouveau coronavirus (Covid-19) à Aïn Defla depuis le début de la pandémie à ce jour, notamment par l'achat des masques de protection buccale et des produits alimentaires au profit des pans les plus vulnérables de la société», précise le wali, en marge du débat consacré au projet du budget préliminaire de la wilaya pour l'année 2021.

Pour le premier responsable de la wilaya, le geste de ces bienfaiteurs est d'autant plus louable qu'il intervient dans une crise sanitaire ayant impacté négativement leurs activités,

observant que nonobstant le montant accordé, «le plus important est la solidarité dont ils ont fait preuve à l'adresse de leurs concitoyens».

Une enveloppe de 11 millions de DA a été mobilisée par les services de la wilaya à l'achat des masques de protection buccale depuis le début de la pandémie à ce jour, a par ailleurs fait savoir le chef de l'exécutif, faisant état du lancement imminent d'une seconde opération du même genre pour laquelle 5 millions de DA ont été consacrés. «Les spécialistes de la santé s'accordent sur l'importance du masque de protection buccale dans le ralentissement de la propagation de la maladie, d'où la nécessité pour nous de rendre accessible ces objets de protection», a-t-il dit.



Ph. : D. R.

Abordant le centre d'analyses PCR de Aïn Defla, dont le début d'activité n'a pas encore commencé, le wali a justifié ce retard par le fait que la structure sur laquelle les responsables locaux de la santé ont jeté leur dévolu ne pouvait effectuer que six ana-

lyses par semaine.

Selon lui, un centre assurant 40 analyses par semaine entrera en activité vers la fin du mois prochain, signalant qu'une équipe de spécialistes chevronnés y exercera.

L. B.

El Bayadh

## Remise des clés de 1 400 logements publics locatifs

**L**es clés de 1 431 logements publics locatifs au niveau de la nouvelle ville d'El Bayadh ont été remises à leurs bénéficiaires. La cérémonie symbolique de remise des clés a été présidée par le wali, Kamel Touchène, qui a indiqué à la presse que cette opération d'attribution représente l'un des plus importants quotas de logements distribués dans la wilaya.

Ont été attribués, dans la wilaya d'El Bayadh, 1 701 logements publics locatifs depuis le début de l'année en cours, en plus

de 282 aides financières à l'habitat rural, de même que 331 arrêtés d'attribution de lots sociaux destinés à l'auto-construction, outre la remise de 2 875 livrets fonciers aux bénéficiaires de lotissements sociaux, a-t-il souligné. Le chef de l'exécutif de la wilaya a fait savoir que le quota global de logements distribués depuis le début de l'année, toutes formules confondues, a atteint 5 189 logements.

Il est attendu la distribution d'un autre quota avant la fin de l'année en cours, qui

est représenté par 350 logements publics locatifs dans la commune de Bougtob et 381 logements dans la commune de Brezina, a-t-il ajouté. Pour sa part, le directeur de l'Office de promotion et de gestion immobilière (Opgi) a indiqué que la commune d'El Bayadh dénombre actuellement un quota de logements publics locatifs en cours de réalisation, estimé à 2 870 unités dont le taux d'avancement des travaux est de 80 %.

Hocine A.

Béjaïa

## Mise en service d'un nouveau tronçon de la pénétrante Béjaïa-Ahnif

**U**n nouveau tronçon de la pénétrante autoroutière Béjaïa-Ahnif (Bouira) a été mis en service, portant le parcours total achevé de l'ouvrage à plus de 50 km sur une distance globale du projet fixé à 100 km, a annoncé la wilaya.

Ce nouveau tronçon joint le village agricole de Timezrit à la localité d'Amizour sur une distance de 10 km. Il constitue une section importante du projet, arrivé à un taux d'avancement de l'ordre de 80 %.

Celui-ci étant déjà opérationnel sur une distance de 50 km et réparti sans discontinuer entre Ahnif et Akhnaq (Seddouk). Alors que seulement une douzaine d'ouvrages entre Akhnaq et Béjaïa sont achevés sur un total comprenant exactement 21 unités dont les fameux tunnels de Sidi-Aich, avérés être un véritable nœud gordien. Désormais, les deux galeries, mises en jonction depuis juin dernier, sont au bout de leur peine. L'une est en phase de bétonnage, l'autre en parachèvement de

son creusement. Il reste, selon les techniciens en place une centaine de mètres, étalés sur un parcours d'une distance de plus de 1 600 mètres.

Sur le lot route, il reste encore deux sections à réaliser. L'une devant joindre Amizour à Oued-Ghir (10 km) et l'autre devant rallier Oued-Ghir au port de Béjaïa (10 km), soit un total de 20 km, étalés sur un parcours accessible, mais sujet, cependant, à des oppositions de particuliers. L'inauguration de cette nouvelle sec-

tion constitue une bonne nouvelle pour les automobilistes, lassés par les embouteillages récurrents sur la RN26 et les virages fastidieux traversés à hauteur de la zone d'El-Khroub entre Remila et El-Kseur, considérée comme une zone thrombose. Des bretelles y sont aménagées pour leur permettre de déborder directement depuis le village agricole de Timezrit vers l'autoroute et selon un parcours paysager, assurément l'un des plus chatoyants de la wilaya.

S. A.

Guelma

## Engouement pour le paiement des factures d'électricité et de gaz via internet

**L**e service de paiement des factures d'électricité et de gaz via internet a suscité à Guelma un net engouement des citoyens au cours de ces derniers mois de l'année en cours coïncidant avec la conjoncture de l'épidémie de Covid-19, a-t-on appris à la direction de wilaya de la Société de distribution de

l'électricité et du gaz.

Le montant total des factures ainsi réglées par paiement électronique a dépassé 2 millions DA qui est le plus élevé de ces dernières années, a précisé la chargée de communication à cette direction, M<sup>me</sup> Ryma Dadhoui. Un nombre «important» nombre de clients a opté pour le paiement

électronique par carte Edahabia ou les cartes interbancaires CIB, sans avoir à se déplacer vers les agences commerciales de la société, selon la même source qui a assuré qu'aucun problème ou plainte n'ont été enregistrés en rapport avec ce mode de paiement pour lequel la société a mobilisé les moyens humains et

matériels nécessaires. La même source a considéré que ce mode de paiement pourrait constituer un facteur aidant la société au recouvrement de ses créances impayées estimées, au mois d'octobre passé, à 1,65 milliard DA. Les services de la distribution de l'électricité et du gaz de Guelma ont adopté plusieurs

mesures incitatives pour recouvrer leurs créances sans recourir aux coupures en cette conjoncture difficile d'épidémie de Covid-19, dont notamment l'échelonnement des paiements des clients en fonction de leurs possibilités financières, a souligné la même source.

N. T.



Exposition virtuelle d'arts plastiques à Tiaret

# L'évènement prend une dimension arabe

■ Une exposition virtuelle d'arts plastiques, organisée par l'Association «Lamassat» (touches) d'arts et de créativité de Tiaret, a suscité un fort intérêt de la part des artistes et des passionnés d'art. Organisé dans le cadre de la sensibilisation des risques au coronavirus sous le slogan «Dessine ton masque», cet évènement local a pris une dimension arabe grâce au thème abordé et aux artistes participants. Une cinquantaine d'artistes algériens et d'autres représentant neuf pays ont pris part à cette manifestation artistique.

Par Abla Selles

Une exposition virtuelle d'arts plastiques est organisée à Tiaret depuis le 29 novembre dernier sous le thème «Dessine ton masque». Cette exposition dont le but majeur est la sensibilisation sur la pandémie de Covid-19, est organisée par l'Association «Lamassat» (touches) d'arts et de créativité. Cet évènement local a suscité l'intérêt de plusieurs artistes et passionnés des arts de plusieurs pays arabe. Les organisateurs de cette exposition ne s'attendaient pas à ce que l'évènement prenne une dimension arabe. En effet, c'est le niveau de créativité des artistes participants, la qualité du partage et les messages de critiques constructives qui ont fait que l'évènement a été chaleureusement accueilli dans plusieurs pays arabes.

D'ailleurs, une cinquantaine d'artistes représentant neuf pays arabes dont l'Algérie ont pris part à cette exposition virtuelle. Une vingtaine d'artistes invités d'honneur ont pris part aussi à cette manifestation artistique. Il s'agit d'artistes du Maroc, de Tunisie, d'Egypte, de Jordanie, de Palestine, du Yémen, de

Syrie et d'Irak, a déclaré le président de l'Association, Abdelhafid Boudouaya, précisant que cette exposition, organisée en collaboration avec la Direction de la culture de la wilaya de Tiaret, se poursuit jusqu'au 5 décembre courant.

L'organisation de cette exposition repose sur des plateformes des réseaux sociaux pour permettre à l'artiste de contribuer à la sensibilisation contre la pandémie et à transmettre des messages exhortant au respect des mesures préventives, a-t-on fait savoir.

M. Boudouaya a souligné que l'exposition comporte un concours de la meilleure œuvre artistique liée à la sensibilisation au Covid-19. Les lauréats seront honorés lors d'une cérémonie artistique à Tiaret après l'amélioration de la situation sanitaire, et leurs œuvres artistiques seront exposées dans la wilaya. La participation à ce concours est limitée aux artistes algériens.

A. S.



Dima Cinéma

## Appel à candidature pour films

La violence est un puissant générateur d'émotions, et à l'heure où les violences faites aux femmes font débat comme jamais en Algérie, il nous apparaît important, en tant qu'acteurs culturels et de l'image, d'interroger les représentations de celles-ci. Pour ce faire, et dans la perspective de réaliser sept courts métrages documentaires de sept minutes, «Dima Cinéma» lance un appel à candidature sur la thématique «Sept minutes contre les violences faites aux femmes». Destiné à un public avec une première expérience professionnelle dans le cinéma, ce projet se décline en deux temps : la préparation et la réalisation. Tout au long du programme, des rencontres et mises en

liens seront effectuées avec des professionnels (elles) du cinéma. La deuxième phase consistera à tourner et monter les films, sur une durée préalablement définie par le programme. Pour participer, il vous suffit d'avoir plus de 18 ans (dépassé 18 ans, aucune limite d'âge n'est requise), avoir au moins une première expérience dans le cinéma et la vidéo. Il n'est pas nécessaire d'être un (une) professionnel (elle) confirmé (ée) du cinéma, néanmoins avoir un lien d'une manière ou d'une autre avec la profession est essentiel. Manifester un intérêt avéré pour la thématique, faire preuve d'autonomie et d'esprit d'initiative. Le présent appel a pour objectif de cibler des réalisateurs ayant déjà réalisé

un premier film. Pour postuler, il vous suffit de joindre les éléments suivants à l'adresse mail : dimacinemadz@gmail.com avant le 20 décembre 2020 : un court synopsis ou idée (provisoire) sur la thématique «Les violences faites aux femmes et l'art du hors champ». Veuillez écrire un texte entre 5 et 10 lignes maximum. Ce texte peut prendre n'importe quelle forme, vous pouvez exprimer une idée de film ou de personnage, exprimer une expérience personnelle ou bien exprimer simplement votre avis sur la thématique. Ecrire une lettre de manifestation d'intérêt, à votre guise, d'environ 500 mots pour le programme.

L. B.

### A cause du Covid-19 Plus de 3 400 artistes ont bénéficié d'une aide financière

LA MINISTRE de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a fait état lundi de «plus de 3 420 artistes ayant bénéficié d'aides financières ces derniers mois», dans le cadre de l'opération de soutien aux artistes touchés par la pandémie, a indiqué un communiqué du ministère.

S'exprimant au terme d'une visite de travail à l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (Onda), en présence de la directrice de cette institution, des cadres de l'Office, et des représentants des artistes, la ministre a fait savoir que «l'Onda œuvre à la promulgation d'une loi pour le recouvrement des droits d'artistes algériens, à savoir les droits de diffusion sur internet notamment YouTube». M<sup>me</sup> Bendouda a annoncé que son département «a conclu des conventions avec des cliniques relevant des établissements publics pour la prise en charge sanitaire des artistes au niveau national».

L'Onda s'emploie actuellement à la vérification de l'éligibilité du reste des artistes dont le nombre dépasse les 3 500, a conclu le communiqué. L. B.

## Un Goncourt pas comme les autres Hervé Le Tellier sacré pour «L'Anomalie»

Hervé Le Tellier a remporté lundi le Goncourt pour son roman «L'Anomalie». Il ne pouvait mieux tomber dans une ère troublée par le Covid-19, qui a privé les jurés de leur traditionnelle annonce au restaurant Drouant à Paris. Cette récompense a été décernée par visioconférence, chaque juré étant resté chez lui. Pas de délibérations à table, donc, et pas de bousculade avec les journalistes à l'arrivée du lauréat. Et le Goncourt, tout un symbole, a donc été attribué 48 heures après la réouverture des librairies. Pour les journalistes littéraires interrogés par le mensuel spécialisé «Livres Hebdo», dont celui de l'AFP, Hervé Le Tellier tenait la corde pour le Goncourt. C'est la consécration pour ce

mathématicien de formation de 63 ans, ancien journaliste, président de l'association de l'Oulipo (ouvroir de littérature potentielle). Outre d'être publié chez Gallimard, ce livre, bâti comme un savant jeu de construction et au suspense haletant, a pour lui d'avoir déjà convaincu un large public. «L'Anomalie», huitième roman de son auteur, raconte les suites d'un événement apparemment inexplicable, à savoir qu'un vol Paris-New York se reproduit deux fois, avec les mêmes passagers, à quelques mois d'intervalle. Un récit qui convoque avec brio tous les genres, science-fiction, roman noir, récit littéraire classique, procès-verbaux d'interrogatoire, etc.

Didier Decoin, le président du jury, a dit souhaiter que ce roman

connaisse une autre vie sous forme de série ou sur grand écran. «C'est vrai qu'il y a une vraie dimension cinématographique. Il y a une arche narrative, comme on dit dans le vocabulaire de la série. Ça ne me déplairait pas de voir ce livre incarné sur l'écran», a admis Hervé Le Tellier, réagissant par visioconférence. Marie-Hélène Lafon, pour «Histoire du fils», a elle remporté le prix Renaudot, récompense littéraire traditionnellement remise le même jour que le Goncourt. Confinement ou pas, ce qui ne change pas, c'est que les prix littéraires restent soupçonnés de partialité. Samedi, le «New York Times» dénonçait dans une enquête le jeu trouble des jurys littéraires français, où selon le quotidien, la qualité littéraire

passé après des conflits d'intérêt flagrants et des intrigues difficilement lisibles pour le grand public. Le Goncourt est moins directement visé que le Renaudot. «J'ai conscience qu'il y a des enjeux éthiques qui sont à l'œuvre derrière tout ça. La position est périlleuse. Nous sommes des équilibristes», a dit la lauréate du Renaudot, lors d'un entretien avec «Livres Hebdo». Ces deux prix, remis par des jurys bénévoles, ne rapportent rien ou presque à un écrivain : 10 euros pour le premier, 0 euro pour le second. Mais ils constituent des enjeux économiques cruciaux pour les auteurs et éditeurs, car des dizaines voire des centaines de milliers de lecteurs font confiance à ces labels.

R. C.



## Massacre d'agriculteurs au Nigeria

## Encore de nombreuses zones d'ombre

■ Le massacre de dizaines d'agriculteurs, samedi dans le nord-est du Nigeria, met en exergue la défaillance de l'armée nigérienne à protéger les communautés rurales prises pour cible par les groupes jihadistes, au moment même où se profile une grave crise alimentaire.

Par Mourad M.

Samedi, des centaines d'hommes armés à moto ont attaqué des rizières situées à une dizaine de kilomètres de Maiduguri. Là, ils ont attaché des dizaines de travailleurs agricoles avant de les égorger.

Qui sont les commanditaires et le message envoyé ? De nombreuses zones d'ombre persistent autour de cette sanglante attaque, considérée comme « la plus violente » menée contre des civils cette année, selon l'ONU.

### Qui est responsable de l'attaque ?

Le nord-est du Nigeria est en proie à l'insurrection du groupe jihadiste Boko Haram depuis

2009. Mais en 2016, le groupe s'est divisé en deux factions : celle d'Abubakar Shekau, le chef historique de Boko Haram, et l'État islamique en Afrique de l'Ouest (Iswap), affilié à l'EI.

Pour l'heure, le massacre n'a été revendiqué par aucune des deux factions.

Les rizières attaquées « se trouvent à la frontière entre les zones d'influence des deux groupes, il est donc difficile de dire lequel de ces groupes est responsable », explique à l'AFP Vincent Foucher, chercheur au CNRS. A première vue, les importants massacres de civils « ressemblent plus au modus operandi de Boko Haram », souligne Yan Saint-Pierre, qui dirige le centre d'analyse en sécurité, Modern Security Consulting Group.

L'Is wap est surtout connu pour lancer de grandes attaques contre les militaires et, dans sa zone d'influence, il cherche à tisser des liens d'influence et économiques avec les populations locales, selon les deux analystes.

Néanmoins, « l'Is wap a lancé récemment de violentes attaques contre des civils, lorsque leur communauté refusait de payer l'impôt ou mettait sur pied des milices d'auto-défense pour leur résister », tempère M. Foucher, qui note « un durcissement au sein de l'Is wap ».

### Quelle motivation ?

L'attaque s'est produite le jour des élections locales, les premières organisées depuis le début de l'insurrection en 2009, et maintes fois repoussées pour des raisons sécuritaires.

Elle intervient également au moment où les autorités et les agences humanitaires encouragent les déplacés du conflit, retranchés dans des camps de fortune depuis des années, à regagner leurs localités et leurs champs pour éviter une crise alimentaire. Mais les motivations restent floues. Selon des médias locaux, qui citent des habitants, l'attaque aurait été lancée par les jihadistes pour venger un de leurs combattants arrêtés par des villageois et livrés aux autorités.

### Quelle évolution dans ce conflit ?

Depuis septembre, il y a « une recrudescence des attaques sur les milieux agricoles, les fermes, les fournisseurs », note M. Saint-Pierre.

Selon lui, ces attaques ont



P.N.A.D.R.

pour but de créer des pénuries, de déstabiliser les filières d'approvisionnement pour que les organisations terroristes puissent prendre le contrôle des secteurs agricoles.

Plus globalement, après onze ans de guerre, le conflit « est dans une situation de blocage ». Les jihadistes continuent de contrôler leur zone, sans réellement s'étendre, ni perdre du terrain.

Les autorités arrivent à tenir les villes et utilisent l'aviation et l'artillerie pour harceler les insurgés, sans grandes avancées.

Après avoir essuyé d'importantes pertes, l'armée a décidé fin 2019 de retirer ses soldats de ses bases avancées, régulièrement attaquées, pour les regrouper dans des « super-camps », mieux protégés et censés être plus efficaces. « Mais cette stratégie se traduit par une présence moindre des militaires dans les zones rurales », souligne M. Foucher.

### Quelles conséquences pour les populations ?

Depuis 2009, le conflit a fait plus de 36 000 morts au Nigeria et forcé 2 millions de personnes à fuir leur domicile. La plupart vivent dans des camps de déplacés à proximité des villes, et dépendent presque exclusivement de l'aide humanitaire pour survivre.

L'ONU prévoit qu'en juin prochain, 5,1 millions de personnes se trouveront en insécurité alimentaire, soit une augmentation de 20 % par rapport à l'année précédente. « Aider les communautés à regagner leurs champs (...) est la seule solution pour éviter la crise alimentaire imminente », plaide l'ONU.

A cela s'ajoutent de mauvaises récoltes, les restrictions liées au coronavirus et des difficultés grandissantes pour les agences humanitaires à opérer dans la région.

« Elles sont de plus en plus ciblées par les organisations terroristes », note M. Saint-Pierre, et, dans le même temps, accusées par l'armée et une partie de l'opinion publique de soutenir les jihadistes, compliquant un peu plus leur travail. **M. M.**



## Commentaire

### Rassemblement

Par Fouzia Mahmoudi

Le parti Europe Écologie Les Verts (EELV), après avoir été un petit parti à très faibles scores pendant longtemps, a brisé ces derniers mois le plafond de verre électoral en remportant notamment les élections municipales dans de nombreuses grandes villes de France, connaît quelques difficultés internes qui risquent de ternir son succès. Effectivement, ces derniers mois, de nombreuses polémiques ont mis à mal l'image des écologistes et montré les limites de ce parti qui, dès qu'il a accédé à des responsabilités, a accumulé les faux pas. Toutefois, Yannick Jadot, candidat EELV à l'élection présidentielle de 2017 et qui est aujourd'hui candidat à la candidature pour 2022, semble craindre de voir son parti prendre le mauvais choix pour la prochaine présidentielle et émet déjà des doutes sur la pertinence d'un scrutin interne, pourtant acté en novembre par le mouvement. Convaincus de pouvoir gagner la présidentielle de 2022, les écologistes ont acté en novembre le principe d'une primaire en septembre 2021. Trois d'entre eux ont déjà envie de tenter leur chance : l'ancienne porte-parole d'EELV, Sandrine Rousseau, le maire de Grenoble Éric Piolle, et l'eurodéputé Yannick Jadot. Problème : ce dernier, pourtant perçu comme le favori, émet déjà des réserves sur ce scrutin. Interrogé hier matin, l'ancienne tête de liste EELV aux européennes de 2019 a expliqué : « Ce que je veux, c'est que les écologistes prennent leur responsabilité pour créer le rassemblement. Si à un moment, les écologistes considèrent que cette primaire est un obstacle à ce rassemblement, alors il faut que nous ayons le courage de réévaluer cette primaire ». « Si on veut rassembler, avoir une candidature unique, il faut que toutes les étapes intermédiaires soient évaluées pour réussir cette grande alternative, ce grand rassemblement », a poursuivi Yannick Jadot, réaffirmant qu'il fallait « une candidature unique entre Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron ». Un autre paramètre peut aussi entrer en compte... Si Yannick Jadot est l'écologiste le plus plébiscité par les Français dans les sondages, il sait d'expérience que cet avantage ne se répercute pas forcément lors des scrutins internes. C'est ainsi qu'en 2016 il avait remporté la primaire devant la favorite Cécile Duflot (éliminée dès le premier tour). En 2011, le très populaire Nicolas Hulot avait été battu au second tour face à Éva Joly. Ces surprises électorales ont donné un surnom aux écologistes : les « coupeurs de têtes ». Yannick Jadot entend bien ne pas tomber dans le piège. Dans un entretien au « DD » dimanche dernier, le candidat à la candidature prévenait déjà : « Si la primaire rend impossible l'impératif de rassemblement et devient une machine à diviser et donc à perdre, alors je prendrai mes responsabilités ». Reste à voir si cette menace voilée signifie qu'il serait capable de s'affranchir de son parti pour porter sa propre candidature à la prochaine présidentielle et profiter du vote vert que choisissent de nombreux Français, qui ces dernières années essaient de s'éloigner des votes pour les partis traditionnels, considérant qu'ils ont mené leur pays dans le mur. Jadot espère peut-être aussi réussir un hold-up à la Emmanuel Macron, mais devrait pour y arriver rassembler derrière lui une véritable force politique, comme l'avait fait le président français, et surtout convaincre les électeurs que 2022 ne sera toujours pas l'année du Rassemblement National, toujours plus populaire aux yeux des Français. **F. M.**

### Nagorny Karabakh

## L'Azerbaïdjan hisse son drapeau à Latchin, troisième district rétrocédé par l'Arménie

Les soldats azerbaïdjanais ont levé, pour la première fois depuis presque trente ans, hier leur drapeau à Latchin, dernier des trois districts rétrocédés par l'Arménie en vertu du cessez-le-feu ayant mis fin à six semaines de combats au Nagorny Karabakh.

Peu après minuit, une colonne militaire azerbaïdjanaise est entrée dans le district, qui était sous contrôle des forces arméniennes depuis une guerre dans les années 1990 ayant fait des dizaines de milliers de morts et des centaines de milliers de déplacés. Des journalistes de l'AFP ont ensuite vu un groupe d'une dizaine de soldats participer à une courte cérémonie dans la cour d'un bâtiment officiel de la ville, au-dessus duquel a été hissé le drapeau azerbaïdjanais. Le district de Latchin, comme celui d'Aghdam rendu le

20 novembre et celui de Kalbajar rétrocédé le 25 novembre, formaient une zone tampon entourant la République autoproclamée du Nagorny Karabakh, à majorité arménienne.

Quatre autres districts ayant la même fonction avaient déjà été repris par Bakou au cours des six semaines de combats meurtriers ayant éclaté à l'automne. Tous échappaient au contrôle de l'Azerbaïdjan depuis la fin de la guerre en 1994.

Montagneux et actuellement enneigé, le district de Latchin couvrait du nord au sud jusqu'à l'Iran, le long de la frontière Est de l'Arménie. Il est surtout connu grâce au corridor du même nom, contrôlé par les soldats de la paix russes, devenu l'unique route reliant le Nagorny Karabakh à l'Arménie.

Les habitants n'avaient pas attendu pour quitter les lieux,

détruisant et désosant les maisons ou les infrastructures des terres qu'ils abandonnent. Certains ont cependant choisi de rester, comme Levon Gevorgian, propriétaire d'une épicerie-bar sur la place principale de Latchin.

« Cela fait 22 ans que je suis installé ici, je suis parti de zéro, j'ai tout construit », raconte l'homme de 48 ans. « J'espère que je vais pouvoir continuer, j'ai encore un crédit. Si je dois partir je brûlerai tout ».

Valera Levonian, co-propriétaire d'un supermarché et d'un hôtel, disait aussi vouloir rester, comptant sur le corridor routier menant à Stepanakert, la capitale du Nagorny Karabakh : « Les gens peuvent s'arrêter ici, manger, boire du thé et du café. Pas seulement les Arméniens, mais aussi les Russes et les étrangers ».





MC Alger

## Chaâl mis à la disposition de la réserve

**LE GARDIEN** de but du MC Alger, Farid Chaâl, sera mis à la disposition de l'équipe Réserve en vue du prochain match à domicile face à l'Olympique Médéa, vendredi au stade de Zéralda (10h00), pour le compte de la 2<sup>e</sup> journée du championnat de la catégorie, a annoncé lundi le club pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football, sur son application officielle. La direction du club a décidé de se battre sur Chaâl, suite à l'infection des deux portiers de la réserve, testés positifs au coronavirus (Covid-19), précise la même source. Chaâl a déjà disputé un match avec la réserve, lors de la première journée du champion-

nat en déplacement face à l'USM Bel-Abbès, soldée par une victoire (2-0). Après avoir été testé une première fois positif à Covid-19, Chaâl a été aussitôt mis à l'écart du groupe de l'équipe première. Il a subi un nouveau test qui s'est avéré négatif. Les résultats sont tombés très tard dans la nuit de mardi à mercredi derniers, poussant le staff technique conduit par l'entraîneur Nabil Neghiz à le ménager et le dispenser du voyage au Bénin. Le «Doyen» est allé accrocher les Béninois du Buffles du Borgou samedi (1-1) à Porto-Novo, en match aller du tour préliminaire de la Ligue des champions d'Afrique.

Ligue 1 (2<sup>e</sup> journée)

## Deux matchs reportés, quatre télévisés

**LA 2<sup>e</sup> JOURNÉE** du championnat de Ligue 1 se déroulera les 4 et 5 décembre prochains et sera amputée de deux matchs : MC Alger-O.Médéa et CR Belouizdad -JSM Skikda, en raison de la participation des deux clubs algérois au tour préliminaire retour de la Ligue des champions d'Afrique, a indiqué la

Ligue de football professionnel (LFP) lundi. Ainsi, quatre rencontres se joueront le vendredi 4 décembre et quatre autres le samedi 5 décembre, selon le programme de la deuxième journée publié ce lundi sur le site de la LFP. D'autre part, quatre matchs de cette journée seront retransmis par la Télévision nationale.

Natation

## Des entraîneurs promus au rang de sélectionneur national

**L'ENTRAÎNEUR** de l'OC Alger, Salah-Eddine Chabaraka, et son homologue du GS Pétroliers, Abdelkader Benaïssa, ont été promus par la Fédération algérienne de natation (FAN) en tant que nouveaux sélectionneurs nationaux de catégorie «A», a-t-on appris lundi auprès de cette instance. Chabaraka et Benaïssa intègrent ainsi la Direction technique nationale de natation (DTN) qui comportait déjà cinq sélectionneurs, à savoir Ali Manceri, Mouloud Bouchendouka, Anouar Boutebina, Lyes Nefsi et Réda Yadi, dont le rôle est de chapeauter l'ensemble des sélections nationales. «La promotion de Chabaraka et Benaïssa s'inscrit dans le cadre d'une stratégie de développement, ciblant à renforcer les rangs de la DTN, pour aider à bien chapeauter les différentes sélections», a indiqué le Directeur des équipes nationales

(DEN), Lamine Benabderrahmane. «La mission de Chabaraka en tant que nouveau sélectionneur national consistera à encadrer la nageuse Khensa Belkacemi, en attendant le rétablissement de Meriem Khaldi, qui a été testée positive au coronavirus», a précisé la même source, ajoutant que «Benaïssa, lui, se chargera d'encadrer un groupe entier d'athlètes qui se préparent actuellement en vue de différentes échéances internationales». Une situation devant réduire la lourde charge qui pesait sur le sélectionneur Lyes Nefsi lequel, désormais, pourra se consacrer exclusivement à son poulain Anis Djaballah, qui espère réaliser les minima «A» du 800 mètres/nage libre, qualificatifs pour les Jeux Olympiques de Tokyo, au moment où le coach Mouloud Bouchendouka se consacrerait à l'encadrement d'Abdallah Ardjoune.

Equipe nationale U20

# Sept binationaux prendront part au tournoi Unaf

■ Le sélectionneur Saber Benjamin a pris sa décision quant aux joueurs binationaux sur lesquels il comptera pour le tournoi UNAF U20, prévu du 13 au 28 décembre 2021 en Mauritanie.



Les binationaux devraient donner un plus à la sélection des U20

Par Mahfoud M.

**F**ixée sur son calendrier de la compétition après le tirage au sort réalisé hier, la sélection des moins de 20 ans continue de se préparer au CTN de Sidi Moussa à l'approche du tournoi Unaf organisé en Tunisie. Confrontés à un calendrier relevé, les coéquipiers de Aymen Rahmani (MC Alger) finalisent leur préparation au tournoi par un dernier rassemblement comprenant vingt-cinq joueurs locaux, ayant débuté le 23 novembre dernier et qui s'achèvera le 3 décembre prochain.

À l'approche du début de cette échéance qualificative, le sélectionneur Saber Benjamin a finalisé ses choix concernant le volet des joueurs binationaux qui figureront dans la liste des joueurs appelés pour ce tournoi. Une liste que le sélectionneur des U20 et la FAF devront révéler assez rapidement, puisque

les joueurs binationaux sélectionnés devront rejoindre le groupe le 7 décembre prochain. Un choix qui s'est arrêté sur six joueurs observés lors des deux stages organisés en Algérie, au CTN de Sidi Moussa, en octobre et à la mi-novembre dernier. Deux stages qui lui ont permis de voir défiler une quinzaine de joueurs en provenance de plusieurs clubs français majeurs.

Le choix du sélectionneur s'est porté à l'issue de ces deux stages sur six joueurs, qui ont reçu au cours de ces derniers jours leur convocation pour rejoindre le groupe en Algérie, le 7 décembre prochain, avant de se déplacer ensemble vers la Tunisie. On retrouve ainsi dans cette liste, les gardiens de but de l'OGC Nice et d'Amiens SC, Teddy Bouhendi et Ylies Zitouni, le défenseur du Stade de Reims, Redouane Tbahriti, le milieu du Paris Saint Germain, Massinissa Oufella, ainsi que le milieu et l'attaquant de l'Olympique de

Marseille, Cyril Khetir et Mehdi Baaloudji.

Par ailleurs, le sélectionneur dispose d'une liste de joueurs réservistes comprenant plusieurs éléments ayant participé aux deux stages consacrés aux joueurs binationaux, effectués sous l'égide de la task force mise en place par la FAF en mars dernier. D'autres joueurs n'ayant pas participé à ces deux rassemblements figureraient aussi dans cette liste de joueurs réservistes.

Ainsi, à l'approche de cette échéance majeure, la préparation du groupe des U20 continue de s'intensifier en attendant l'arrivée en Algérie des six joueurs binationaux, prévue dans une semaine. Une échéance que les Verts débiteront le 15 décembre prochain face au pays hôte, la Tunisie, afin d'accrocher l'une des deux premières places qualificatives à la prochaine CAN U20 2021 organisée en Mauritanie.

M. M.

CR Belouizdad

## Dumas souhaite monter un groupe compétitif

**L'ENTRAÎNEUR** français du CR Belouizdad, Franck Dumas, a déclaré qu'il comptait faire tourner son effectif, dans l'objectif de créer «un groupe fort et homogène», au lendemain de la victoire décrochée au stade du 5-Juillet face aux Libyens d'Al-Nasr (2-0), lors du tour préliminaire aller de la Ligue des champions d'Afrique de football. «Je me suis fixé comme objectif avec le président de créer un groupe fort et homogène. Je vais faire tourner mon effectif en partant du principe que j'ai en ma possession un groupe de 27 joueurs. On joue sur plusieurs tableaux,

nous avons envie de bien faire sur tous les plans, et j'ai besoin de tout le monde», a déclaré Dumas dans une vidéo diffusée sur la page officielle Facebook du club algérois. Le CRB s'est imposé grâce à deux réalisations signées par la nouvelle recrue béninoise Marcelin Koukpo (14') et le capitaine Chamseddine Nessakh (60'). Il s'agit de la deuxième victoire en match officiel cette saison après son succès en Supercoupe d'Algérie face à l'USM Alger (2-1) le 21 novembre. A l'occasion de cette première manche, Franck Dumas a apporté des

changements à son onze de départ, par rapport à celui aligné face à l'USMA, avec notamment la titularisation du gardien de but Gaya Merbah à la place de Taoufik Moussaoui, ou encore l'incorporation sur le flanc droit de la nouvelle recrue Mokhtar Belkhitir en remplacement de Zine Al-Abidine Boulakhoua. «Nous avons affronté un adversaire qui est venu uniquement pour défendre, en jouant rapidement de longs ballons ou en contres. Il a fallu être plus tranchant et plus patient. En seconde période, la réussite n'a pas été de

notre côté, on aurait pu marquer plus de buts», a-t-il ajouté. Se projetant sur la seconde manche, prévue samedi prochain en Egypte (les clubs libyens étant interdits de jouer à domicile pour des raisons sécuritaires, ndr), Dumas annonce d'emblée la couleur. «On ira en Egypte pour gagner, on sait ce qui nous attend là-bas. En ce début de saison, je ne vais pas m'appuyer sur une équipe type, mais plutôt sur un groupe», a-t-il dit. De son côté, l'attaquant international béninois Marcelin Koukpo, auteur de deux buts en deux matchs, s'est dit «content»

de ses débuts avec le champion d'Algérie en titre. «Je suis content, c'est un plaisir pour moi de réaliser ce genre de performance et pouvoir donner le meilleur de moi-même. J'ai à mes côtés des supers coéquipiers qui sont prêts à m'aider dans ma tâche, on a un bon groupe. J'espère qu'on va évoluer progressivement et aller le plus loin possible dans cette épreuve. C'est grâce au staff technique et à mes camarades que je me suis rapidement adapté, il y a aussi le soutien des supporters, c'est comme si je suis chez moi, à la maison».

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Crise sanitaire à Béjaïa

## 1 157 commerces et entreprises ont fermé

LA WILAYA de Béjaïa a été très impactée par la crise sanitaire qui affecte le pays depuis mars 2019. «Plus de 1 157 commerces et entreprises intervenant dans différentes activités ont mis la clef sous le paillason depuis le mois de mars dernier, autrement dit des radiations au niveau du CNRC», a affirmé, hier, le responsable de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (Ugcaa), Samir Mamasse, avec qui nous nous sommes entretenus. Ces fermetures ont provoqué également une saignée dans le domaine de l'emploi, puisque la wilaya a perdu, selon notre interlocuteur, «plus de 6 000 postes d'emploi durant la même période». Détaillant la situation, le responsable de l'Ugcaa à Béjaïa a indiqué, en même temps, que ces chiffres sont arrêtés au 30 novembre écoulé et que durant toute cette période les entreprises qui ont fermé à cause de l'impact de la pandémie qui les a durement touchées se déclinent en 825 personnes physiques, 131 entreprises (personnes morales) et 201 activités secondaires (double activité). De plus, quelque 44 radiations de petites entreprises et entreprises artisanales ont été enregistrées. «Ces entreprises emploient, au moins 5 travailleurs chacune», a-t-il souligné. Par conséquent, ce sont des milliers, voire plus, de familles qui sont touchées par l'impact de la pandémie. Pour M. Mamasse, «6 à 8 % des entreprises et des commerces ont sérieusement été impactés par la pandémie de coronavirus». Il dira, en outre, qu'il y a

même des commerçants qui ont abandonné leurs activités suite aux difficultés rencontrées pour y faire face pour diverses raisons, dont leur incapacité de payer les charges, les employés, le loyer, les litiges judiciaires, les cotisations sociales et le manque de clients». «Nous avons demandé la régularisation des entreprises pour services faits car beaucoup n'ont pas été honorées et cette situation a aggravé leurs difficultés financières et les a empêchées de surmonter la crise». Au sujet de la prise en charge des activités touchées, le responsable de l'Ugcaa estime que «les aides de l'Etat ne sont pas de nature à empêcher leur faillite, surtout si la situation persiste».

Et d'ajouter : «Nous avons déjà transmis au début de la pandémie un état suite aux conséquences de la crise sur l'emploi et sur les entreprises aux autorités, mais la situation s'est depuis aggravée et nous avons souligné que 50 000 postes risquaient de disparaître. Aujourd'hui, nous avons raison car, les conséquences sont de plus en plus dramatiques». Pour sa part, Abdelkader Boucherit, coordinateur de l'Ugcaa de la wilaya de Béjaïa, a fait observer que «les secteurs du Commerce, le Tourisme et le Transport, sont les plus impactés par la crise sanitaire». Et de renchérir : «Certaines grandes entreprises ont même pris la décision de suspendre le renouvellement des contrats de leurs employés».

Hocine Cherfa

Saison hivernale

## Le cumul des précipitations

### «proche de la normale à en-dessous»

LE CUMUL des précipitations pour la saison hivernale devra être «proche de la normale à en-dessous» sur le nord du pays, alors que la moyenne des températures prévue sera de «normale à plus chaude», notamment dans le nord et dans les Hauts-Plateaux, selon les prévisions saisonnières de l'Office nationale de météorologie (ONM). Pour les mois de décembre, janvier et février, «la température moyenne saisonnière sera, à presque 80 % de probabilité, normale à au-dessous de la normale. En ce qui concerne les précipitations, le cumul saisonnier sur le nord du pays devra être proche de la normale à au-dessous avec 50 % de chance», a indiqué à l'APS le directeur du Centre climatologique national (CCN), qui relève de l'ONM, Salah Sahabi-Abed. «Les modèles climatiques prévoient, et à l'unanimité, que les températures devraient être en moyenne vraisemblablement normales (comparables à la moyenne climatique statistique de la période 1981-2010) à au-dessus

des conditions normales sur la quasi-totalité de la région d'Afrique du Nord y compris l'Algérie», a-t-il précisé. «On s'attend par conséquent à une saison plus chaude que la normale climatologique calculée sur la période 1981-2010, prise comme référence par l'Organisation météorologique mondiale (OMM)», a estimé M. Sahabi, ajoutant que «cette température moyenne est attendue d'être normale à plus chaude, notamment au nord de l'Algérie jusqu'aux Hauts-Plateaux avec 80 % de probabilité».

UN TROISIÈME terroriste a été abattu hier après-midi à Jijel par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), a annoncé le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et dans la poursuite de l'opération de recherche et de ratissage menée dans la localité d'Oued Bouayache près de la commune d'El-Ancer à Jijel en 5ème Région militaire, un détachement de

## 3 ans de prison requis contre Tabbou



Loumis

Djalou@hotmail.com

Ancien archevêque d'Alger

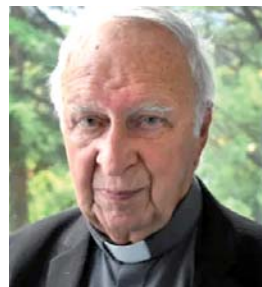
## Monseigneur Henri Teissier n'est plus

■ L'ancien archevêque d'Alger, Monseigneur Henri Teissier, est décédé hier à Lyon (France) à l'âge de 91 ans, a-t-on appris auprès de ses proches.

Par Hocine H.

Né le 21 juillet 1929 à Lyon, Henri Teissier est un évêque catholique franco-algérien. Ordonné prêtre pour le diocèse d'Alger en 1955, il est nommé Evêque d'Oran par le Pape Paul VI en 1972, avant de devenir par la suite archevêque coadjuteur pour le Cardinal Duval à Alger depuis 1980, puis archevêque d'Alger en 1988.

Profondément attaché à l'Algérie, dont il obtient la nationalité en 1966, il tenait au dia-



logue inter-religieux. Lors d'une Conférence-débat

sur les religions monothéistes intitulée «Paix et tolérance», Mgr Teissier disait que le terme «Salam» constitue l'un des fondements du christianisme, soulignant que l'Islam, le Christianisme et le Judaïsme sont certes trois religions différentes, mais ont une source et une finalité commune, à savoir le bonheur de l'humanité.

Le défunt qui a longtemps vécu à Tlemcen, sera inhumé en Algérie, selon les mêmes sources.

H. H.

Béni-Merad

## Saïd Chanegriha effectue une visite de travail à la Base Centrale Logistique

LE GÉNÉRAL de corps d'Armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'ANP, a effectué, hier, une visite de travail et d'inspection à la Base Centrale Logistique «Chahid Mohammed- Saoudi» dit «Si Mustapha», à Béni-Merad, en 1<sup>re</sup> Région militaire, dans le cadre du suivi du degré d'exécution du plan de rénovation et de modernisation des matériels et moyens développés au niveau de cette grande base, indique

un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Après la cérémonie d'accueil, le général de corps d'Armée, accompagné du général-major Sidane Ali, commandant de la 1<sup>re</sup> Région militaire, et du général-major Seddiki Smail, directeur central du matériel, a suivi un exposé présenté par le commandant de la Base relatif à ses diverses activités, avant de rencontrer les cadres et personnels de la Base Centrale Logistique».

A cette occasion, le chef d'état-major a prononcé une allocution d'orientation à travers laquelle «il a souligné la détermination du Haut Commandement de l'ANP à faire de cet établissement industriel pionnier une rampe de lancement réelle pour le développement d'une industrie militaire prometteuse, à même de promouvoir les capacités tactico-opérationnelles des unités du Corps de bataille terrestre», souligne le communiqué. N. H.

Jijel

## Trois terroristes abattus

l'ANP a abattu, cet après-midi 1er décembre 2020, un (01) autre terroriste. Ainsi, le bilan de cette opération s'éleva à la neutralisation de trois (03) terroristes», a précisé le MDN. Selon la même source, l'opération a permis également «la récupération de trois (03) pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, cinq (05) chargeurs garnis, une (01) grenade, une quantité de munitions, (01) panneau photovoltaïque, ainsi que douze

(12) sac-à-dos, sept (07) appareils de communication, des effets vestimentaires, des médicaments et d'autres objets». «Cette opération, toujours en cours, vient renforcer la dynamique de résultats positifs réalisés par les unités de l'ANP et dénote de leurs permanentes veille et disponibilité, à travers le pays, pour faire face à toute tentative visant à porter atteinte à sa sécurité et sa stabilité», ajoute le communiqué du MDN. R. N.